ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, chargé de la Coordination de la Politique extérieure, le 7 janvier 1966, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur les plateau continental de la Belgique", a donné le 28 février 1966 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 7e januari 1966 door de Minister van Buitenlandse Zaken, belast met de Coördinatie van het Buitenlands Beleid, verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "inzake het continentaal plat van België", heeft de 28e februari 1966 het volgend advies gegeven :

Si la souveraineté étatique revêt, en principe, un caractère territorial, l'exercice par un Etat de certaines prérogatives de souveraineté en dehors des limites de son territoire national peut exceptionnellement être légitimé soit par l'effet d'une convention internationale, soit sur base du droit international coutumier.

La Belgique n ayant pas adhéré à la Convention de Genève du 29 avril 1958 sur le plateau continental, ne peut fonder sa compétence à légiférer sur cet objet que sur la coutume internationale et tel paraît bien être, en effet, le fondement que le Gouvernement entend donner au projet.

Si ce procédé ne soulève pas d'objection de principe, sa mise en oeuvre est cependant de nature à engendrer des difficultés sur le plan pratique dans les relations entre la Belgique et les autres Etats qui sont, au même titre qu'elle, directement intéressés par le régime juridique du plateau continental de la Mer du Nord. Alors que la Belgique n'est pas partie à la Convention de Genève, le Royaume -Uni, la France et les Pays-Bas y ont adhéré.

La Convention de Genève est entrée en vigueur à la date du 10 juin 1964 et, d'après les renseignements fournis par le délégué du Gouvernement, elle lie déjà trente Etats. Il est certain que le juge international qui aurait à juger les différends susceptibles d'opposer la Belgique aux Etats étrangers, à propos du régime juridique du plateau continental de la Mer du Nord, se référerait aux dispositions de cette Convention dans la mesure où celles-ci seraient considérées par lui comme l'expression de règles coutumières existantes.

.../...

Si le Gouvernement estime qu'il y a lieu de préciser le statut juridique du plateau continental adjacent aux côtes belges, plutôt que de proposer au législateur de régler cette matière d'intérêt international d'une manière unilatérale et au risque de le faire en méconnaissance des règles du droit des gens, il vaudrait mieux qu'il soumette à l'assentiment des Chambres l'adhésion de la Belgique à la Convention de Genève. Pareille adhésion peut d'ailleurs être assortie de certaines réserves dans les limites admises par l'article 12 de la Convention, c'est-à-dire à l'égard de tous les articles de celle-ci, à l'exception toutefois des articles 1er à 3.

En toute hypothèse, les dispositions unilatérales que la Belgique viendrait à édicter en violation des règles coutumières, seraient inopposables aux Etats étrangers et à leurs nationaux.

\+

\+ \+

Dans ses dispositions générales, le projet de loi s'inspire des règles énoncées par la Convention de Genève, dont il reproduit parfois textuellement les termes. Il n'en est toutefois pas ainsi des dispositions de l'article 4 du projet soumis dans les termes suivants à l'avis du Conseil d'Etat :

"L'exploration et l'exploitation des ressources vivantes du lit de la mer est réservée aux ressortissants belges, sauf exceptions collectives ou individuelles qui peuvent être accordées par le Roi".

En permettant de réserver aux seuls ressortissants belges l'exploration et l'exploitation de toutes les ressources vivantes du lit de la mer, le projet s'écarte de la règle énoncée par la Convention de Genève selon laquelle l'Etat côtier ne peut réserver à ses ressortissants que l'exploration et l'exploitation de certaines ressources vivantes de type sédentaire.

Interrogé sur ce point, le fonctionnaire délégué a signalé que le Gouvernement n'avait nullement l'intention de s'écarter de la Convention. Ceci renforce la conclusion de l'observation qui précède. Si toutefois le Gouvernement n'entend pas adhérer à la Convention de Genève, le texte de l'article 4 devrait être rédigé comme suit :

"Article 4.-

Sauf exceptions collectives ou individuelles qui peuvent être accordées par le Roi, sont réservées aux ressortissants belges l'exploration et l'exploitation des organismes vivants qui, selon la définition de l'article 1er, alinéa 2, b, appartiennent aux espèces sédentaires".

\+

\+ \+

Une autre discordance avec la Convention de Genève apparaît à l'article 2, 2, du projet.

.../...

D'après cette disposition, la délimitation du plateau continental vis-à-vis des pays dont les côtes sont adjacentes aux côtes belges se fait : " ... par application du principe de la ligne médiane dont tous les points sont équidistants des points les plus proches des lignes de base ... ", alors que, suivant l'article 6, 2°, de la Convention de Genève, à défaut d'accord particulier, cette délimitation a lieu " ... par application du principe de l'équidistance des points les plus proches des lignes de base ... ".

Suivant les déclarations du fonctionnaire délégué, c'est ce dernier texte qui correspond à l'intention du Gouvernement.

Il y aurait lieu de modifier en conséquence l'article 2, 2, du projet.

\+

\+ \+

Conformément à la terminologie utilisée par l'article 2 de la Convention de Genève, l'article 1er du projet dispose que le Royaume de Belgique exerce "des droits souverains" sur le plateau continental "aux fins de l'exploration de celui-ci et de l'exploitation de ses ressources naturelles" telles qu'elles sont énumérées à l'article 1er, b. Cette terminologie implique l'affirmation au profit de l'Etat belge de certains droits démembrés de la souveraineté et non l'affirmation d'une souveraineté territoriale complète qui serait inconciliable avec le principe de la liberté de la haute mer. En conséquence, l'adoption du projet ne modifiera pas

les limites de l'Etat telles qu'elles ont pu être fixées par des traités antérieurs, ni la composition du territoire national telle qu'elle est décrite à l'article 1er de la Constitution. Soumis à certaines compétences spécifiques au profit de l'Etat belge, le plateau continental ne fera partie ni du territoire national, ni du territoire de la province et des communes riveraines, ni du domaine public belge. Il formera une zone soumise, pour la protection d'intérêts nationaux spécifiques, à certaines compétences particulières de souveraineté.

Les droits de souveraineté que l'article 1er du projet tend à affirmer au profit de l'Etat belge sur le plateau continental, trouvent ainsi leur justification mais aussi leurs limites dans la finalité en vue de laquelle ils ont été reconnus par le droit international tel qu'il a été précisé par la Convention de Genève du 29 avril 1958 , à savoir l'exploration du plateau continental ainsi que l'exploitation des seules ressources naturelles qui sont énumérées, dans les mêmes termes, par l'article 2, alinéa 4, de la Convention de Genève et par l'article 1er, b, du projet.

\+

\+ \+

L'article 2 contient dans chacun de ses alinéas, une disposition prévoyant l'aménagement de la délimitation du plateau continental belge par des accords particuliers.

.../...

Suivant les explications fournies par le fonctionnaire délégué, les dispositions de l'article 2 ne constituent pas un assentiment anticipé aux accords particuliers que le Roi pourrait conclure au sujet des limites du plateau continental.

Ces accords particuliers, encore qu'ils n'auront pas pour objet de modifier les frontières de l'Etat, seront de nature à lier individuellement les Belges par les effets qu'ils impliqueront sur le plan administratif et juridictionnel et, à ce titre, ils devront être soumis à l'assentiment des Chambres législatives conformément au prescrit de l'article 68 de la Constitution.

\+

\+ \+

L'article 3 précise que toute personne physique ou morale de nationalité belge ou étrangère peut obtenir l'autorisation de rechercher ou d'exploiter les ressources minérales et autres ressources non vivantes du lit de la mer et du sous-sol. Ainsi se trouvent exclus du bénéfice d'une concession les apatrides et les sociétés ou organisations qui n'ont pas de nationalité, alors que telle ne paraît pas être l'intention du Gouvernement.

Le même article dispose que les demandes de concession sont introduites auprès du Ministre qui a l'énergie dans ses attributions, mais l'accord du Ministre qui a la marine et la navigation intérieure dans ses attributions sera nécessaire pour les modalités d'application du prescrit de l'article 5, §§ 1er à 3.

.../...

Il serait plus conforme à l'esprit de la Constitution de laisser au Roi le soin de déterminer les conditions et modalités de l'octroi des concessions.

Le texte suivant répond à ces observations :

"La recherche et l'exploitation des ressources minérales et autres ressources non vivantes du lit de la mer et du sous-sol sont subordonnées à l'octroi de concessions accordées aux conditions et selon les modalités déterminées par le Roi".

\+

\+ +

Au sujet de l'article 5, il y a lieu d'observer qu'il ne convient pas d'insérer dans une loi des dispositions entrant dans les détails de procédures administratives qui relèvent normalement de l'exécution de la loi.

La rédaction suivante est proposée pour cet article :

"Article 5.-

Les installations ou autres dispositifs établis en haute mer et les zones de sécurité visées à l'article 6 ne pourront gêner d'une manière injustifiable ni la navigation, la pêche ou la conservation des ressources biologiques de la mer, ni l'utilisation des routes maritimes régulières d'un intérêt essentiel pour la navigation internationale.

A cet effet, le Roi fixe les mesures à prendre ainsi que leurs modalités d'exécution.

.../...

Il détermine de même toute obligation qu'il juge utile à cette fin, notamment en ce qui concerne la signalisation et les moyens d'éviter la pollution des eaux de la mer ainsi que la détérioration des câbles sous-marins ou des pipe-lines.

Il arrête la procédure à suivre pour l'application du retrait partiel ou total de l'autorisation ou de la concession".

Ce texte, pas plus que celui du projet, ne fait mention de l'interdiction de gêner les recherches océanographiques et scientifiques que prévoit l'article 5, 1, de la Convention. L'exposé des motifs ne permet pas de déterminer si cette omission est intentionnelle.

\+

\+ \+

Conformément à la seconde observation faite à propos de l'article 3, il est suggéré de rédiger l'article 6 comme suit :

"Article 6.-

Une zone de sécurité pourra être établie selon les modalités déterminées par le Roi pour chaque installation ou dispositif situé sur le plateau continental.

Elle peut s'étendre à une distance de cinq cents mètres mesurés à partir de chaque point du bord extérieur de ces installations ou dispositifs".

\+

\+ \+

.../...

Suivant les renseignements fournis par les délégués du Gouvernement, les installations dont il est question à l'article 7 sont uniquement celles qui sont relatives à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles. Il convient de mettre le texte en concordance avec cette intention, en substituant à l'expression "Installations permanentes situées en haute mer sur le plateau continental belge" l'expression plus adéquate : "Installations ou autres dispositifs situés en haute mer, fixés à demeure sur le plateau continental et visés par la présente loi".

Cet article appelle, en outre, l'observation suivante : l'expression "sont soumises à la juridiction civile, pénale ou administrative belge" manque de clarté et devrait être précisée.

Il convient, en effet, de savoir si la disposition contenue dans l'article 7 tend simplement à affirmer la compétence virtuelle de législation, de réglementation et de juridiction à l'égard des activités et des personnes qui y sont visées, ou si cette disposition entend soumettre, de plein droit, ces personnes et ces activités aux lois et règlements de l'Etat belge ainsi qu'à ses juridictions.

Pour illustrer les difficultés qui peuvent naître en cette matière, il suffit de se demander si tous les actes ou faits juridiques qui se produiront sur ces installations fixes (naissances, contrats, infractions) seront réputés s'être produits en Belgique; si lesdites installations seront susceptibles d'hypothèques, si les revenus professionnels qui y seront réalisés seront réputés avoir été perçus en Belgique, si les délinquants étrangers qui y seront trouvés pourront être expulsés ou extradés, etc ...

.../...

En toute hypothèse, il y a lieu d'observer que, ne faisant partie d'aucune province, arrondissement ou commune belge, le plateau continental et les activités qui s'y exerceront, ne peuvent être soumis ni aux règlements provinciaux ou communaux, ni à des lois nationales dont l'application est fonction d'une certaine relation entre une activité et une région déterminée du territoire national.

Enfin, dans la mesure où l'article 7 du projet a pour objet de soumettre à des juridictions belges les activités ou les infractions localisées sur le plateau continental ou sur des installations fixes qui y seraient établies, la portée exacte de cet article devrait être précisée de manière à éviter toute discussion de compétence territoriale entre diverses juridictions belges.

On observera, à cet égard, que plusieurs lois belges qui ont étendu à des infractions commises en haute mer la compétence des juridictions belges, ont expressément prévu que seront légalement compétents : le tribunal du lieu de la résidence de l'inculpé ou de sa dernière résidence, celui du lieu où il aura été trouvé et celui dans le ressort duquel se trouve le port d'attache du navire ou encore, à leur défaut, le tribunal correctionnel de Bruxelles (loi du 25 août 1920 sur la sécurité des navires, article 35 - Loi du 5 juin 1928 portant revision du Code disciplinaire et pénal pour la marine marchande et la pêche maritime, article 74 - Voyez aussi la loi du 12 avril 1957 autorisant le Roi à prescrire des mesures en vue de protéger les réserves de poissons, crustacés et de mollusques en mer, article 4,et arrêté royal d'exécution du 7 mai 1958, article 9).

.../...

Sauf dans la mesure où elles attribuent compétence à la juridiction dans le ressort de laquelle se trouve le port d'attache du navire, ces dispositions légales pourraient utilement inspirer le législateur dans le choix d'une solution au problème qui est évoqué ici.

Staatssoevereiniteit is in beginsel territoriaal, maar bij uitzondering kan het voor een Staat gewettigd zijn, dat hij bepaalde soevereiniteitsprerogatieven uitoefent buiten de grenzen van het Rijksgebied, namelijk uit kracht van een internationale overeenkomst dan wel op grond van het internationaal gewoonterecht.

België is niet toegetreden tot het verdrag van Genève van 29 april 1958 inzake het continentale plateau, en kan zijn bevoegdheid tot wetgeven dienaangaande dus alleen gronden op de internationale gewoonte. Dat lijkt dan ook de grondslag te zijn, waarop de Regering het ontwerp gevestigd ziet.

Er moge tegen dat procédé in beginsel niets in te brengen zijn, de toepassing ervan kan nochtans aanleiding geven tot praktische moeilijkheden in de betrekkingen tussen België en de overige Staten die, evengoed als België, rechtstreeks belang hebben bij de rechtsregeling van het continentaal plat van de Noordzee. Is België niet toegetreden tot het verdrag van Genève, het Verenigd Koninkrijk, Frankrijk en Nederland zijn het wel.

Het verdrag van Genève is in werking getreden op 10 juni 1964. Naar de gemachtigde van de Regering heeft verklaard, bindt het reeds dertig Staten. Het staat vast, dat de internationale rechter die uitspraak zou moeten doen in geschillen tussen België en vreemde Staten inzake de rechtsregeling van het continentaal plat van de Noordzee, zich zou houden aan de bepalingen van het verdrag, voor zover hij die als de uitdrukking van bestaande gewoonteregelen zou beschouwen.

.../...

Mocht de Regering er de voorkeur aan geven dat het rechtsstatuut van het aan de Belgische kusten aansluitend continentaal plat nader wordt bepaald, in plaats van aan de wetgever voor te stellen die zaak van internationaal belang eenzijdig te regelen op gevaar af volkenrechtelijke regels te schenden, dan ware het beter de instemming van de Kamers te vragen voor de toetreding van België tot het verdrag van Genève. Daarbij kan dan wel voorbehoud worden gemaakt binnen de door artikel 12 van het verdrag toegestane grenzen, dit is ten aanzien van alle artikelen van het verdrag, uitgezonderd de artikelen 1 tot 3.

Hoe het zij, de eenzijdige schikkingen die België met schending van de regelen van het gewoonterecht mocht treffen, zouden niet kunnen worden ingeroepen tegen vreemde Staten en hun onderdanen.

\+
\+ \+

In zijn algemene bepalingen gaat het wetsontwerp uit van de regelen van het verdrag van Genève, waarvan het soms woordelijk de tekst overneemt. Dat is niet het geval met de bepalingen van artikel 4 van het ontwerp, dat in de volgende bewoordingen aan de Raad van State is voorgelegd:

"De exploratie en de exploitatie van de levende rijkdommen van de zeebedding is voorbehouden aan de Belgische onderdanen behoudens collectieve of individuele uitzonderingen die de Koning kan toestaan".

.../...

Door te bepalen, dat alleen Belgische onderdanen alle levende rijkdommen van de zeebedding mogen exploreren en exploiteren, wijkt het ontwerp af van de regel van het verdrag van Genève, volgens welke de Kuststaat alleen de exploratie en de exploitatie van sommige levende rijkdommen van het sedentaire type voor zijn onderdanen mag voorbehouden.

Hierover ondervraagd, heeft de gemachtigde ambtenaar medegedeeld dat de Regering hoegenaamd niet bedoelt, van het verdrag af te wijken. Dit maakt de conclusie van het hierboven opgemerkte nog klemmender. Wenst de Regering echter niet tot het verdrag van Genève toe te treden, dan zou artikel 4 als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 4.-

Behoudens collectieve of individuele uitzonderingen welke de Koning kan toestaan, mogen alleen Belgische onderdanen levende organismen exploreren en exploiteren die, volgens de definitie van artikel 1, tweede lid, b, tot de sedentaire soort behoren".

Ook in artikel 2, 2 , blijkt het ontwerp niet geheel met het verdrag van Genève overeen te stemmen.

.../...

Volgens die bepaling wordt de grens van het continentaal plat ten opzichte van de landen wier kusten aan de Belgische grenzen, vastgesteld "volgens het beginsel van de middellijn waarvan elk punt even ver is verwijderd van de dichtstbijgelegen punten van de basislijnen ..." , terwijl die grens, volgens artikel 6, 2°, van het verdrag van Genève, bij gemis van een bijzondere overeenkomst wordt bepaald "... door toepassing van het beginsel van de gelijke afstand van de dichtstbijgelegen punten van de basislijnen ... ".

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, zegt deze laatste tekst wat de Regering bedoelt.

Artikel 2, 2, van het ontwerp moet dus dienovereenkomstig worden gewijzigd.

\+

\+ \+

.../...

Overeenkomstig de terminologie van artikel 2 van het verdrag van Genève, bepaalt artikel 1 van het ontwerp dat het Koninkrijk België "soevereine rechten" uitoefent over het continentaal plat "ter exploratie en ter exploitatie van zijn natuurlijke rijkdommen" zoals die zijn opgesomd in artikel 1, b. Door het gebruik van die terminologie wordt bevestigd, dat de Belgische Staat bepaalde, los van de soevereiniteit staande rechten bezit, niet dat hij een volledige territoriale soevereiniteit bezit die onverenigbaar zou zijn met het beginsel van de vrijheid van de volle zee. De goedkeuring van het ontwerp zal dus niets veranderen aan de Staatsgrenzen zoals die in vroegere verdragen mochten zijn vastgesteld, noch aan de samenstelling van 's Rijks grondgebied zoals die in artikel 1 van de Grondwet is beschreven. Het continentaal plat, onderworpen aan sommige specifieke bevoegdheden ten voordele van de Belgische Staat, zal noch van het grondgebied van het Rijk, noch van het grondgebied van de aangelande provincie of gemeenten, noch van het Belgisch openbaar domein deel uitmaken. Het zal een gebied vormen waarvoor, ter bescherming van specifieke landsbelangen, bepaalde bijzondere soevereiniteitsbevoegdheden zullen gelden.

De soevereiniteitsrechten op het continentaal plat, welke artikel 1 van het ontwerp ten voordele van de Belgische Staat bedoelt te bevestigen, vinden zodoende hun verantwoording, maar tevens hun grenzen, in de finaliteit waarvoor zij erkend zijn door het internationaal recht zoals dit in het verdrag van Genève van 29 april 1958 is vastgelegd, met name de exploratie van het continentaal plat en de exploitatie van alleen die natuurlijke rijkdommen die, in gelijke bewoordingen, zijn opgesomd in artikel 2, vierde lid, van het verdrag van Genève en in artikel 1, b , van het ontwerp.

\+

\+ \+

Elk lid van artikel 2 bevat een bepaling waarin wordt gezegd, dat de grens van het Belgisch continentaal plat in bijzondere akkoorden kan worden aangepast.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, betekenen die bepalingen niet, dat vooruit wordt ingestemd met de bijzondere akkoorden welke de Koning mocht sluiten in verband met de grenzen van het continentaal plat.

Die bijzondere akkoorden, ook al zullen zij niet tot doel hebben de Rijksgrenzen te wijzigen, zullen de Belgen persoonlijk kunnen binden door hun gevolgen op het administratieve en jurisdictionele plan ; als zodanig zullen zij overeenkomstig het voorschrift van artikel 68 van de Grondwet voor instemming aan de Wetgevende Kamers moeten worden voorgelegd.

\+

\+ \+

Artikel 3 bepaalt, dat elke natuurlijke of rechtspersoon van Belgische of van vreemde nationaliteit machtiging kan verkrijgen tot het exploreren of exploiteren van van de minerale en andere niet-levende rijkdommen van de zeebedding en de ondergrond. Staatlozen en verenigingen of organisaties die geen nationaliteit bezitten, zouden dus geen concessie kunnen verkrijgen. Dat lijkt niet de bedoeling van de Regering te zijn.

.../...

Hetzelfde artikel bepaalt, dat de concessie-aanvragen worden ingediend bij de Minister tot wiens bevoegdheid de energie behoort, maar de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het zeewezen en de binnenvaart behoren, zal nodig zijn met het oog op de toepassing van het voorschrift van artikel 5, §§ 1 tot 3.

Het ware meer in overeenstemming met de geest van de Grondwet, indien het vaststellen van de voorwaarden en nadere regelen voor het verlenen van de concessies werd overgelaten aan de Koning.

De hierna volgende tekst houdt met deze opmerkingen rekening :

"Voor de exploratie en de exploitatie van de minerale en andere niet-levende rijkdommen van de zeebedding en van de ondergrond is concessie vereist, die wordt verleend onder de voorwaarden en volgens de regelen welke de Koning bepaalt".

+

\+ +

.../...

In verband met artikel 5 moet worden opgemerkt, dat het niet past in een wet bepalingen op te nemen die bijzonderheden treden over administratieve procedures welke normaal bij de uitvoering van de wet behoren.

Voorgesteld wordt, dit artikel als volgt te lezen :

"Artikel 5.-

De in volle zee gevestigde installaties of andere inrichtingen en de in artikel 6 bedoelde veiligheidszones mogen niet tot gevolg hebben, dat op niet te rechtvaardigen wijze overlast wordt aangedaan aan de scheepvaart, de visserij of het instandhouden van de levende rijkdommen van de zee, noch dat het gebruik van regelmatige scheepvaartroutes die van wezenlijk belang zijn voor de internationale scheepvaart wordt belemmerd.

Te dien einde bepaalt de Koning de te nemen maatregelen en de nadere regelen voor hun uitvoering.

Hij stelt elke verplichting vast welke hij daartoe nuttig acht, inzonderheid inzake waarschuwingssystemen en inzake de middelen om verontreiniging van het zeewater en beschadiging van onderzeese kabels of pijpleidingen te voorkomen.

Hij bepaalt de procedure voor gedeeltelijke of gehele intrekking van de machtiging of van de concessie".

.../...

Evenmin als in het ontwerp komt in die tekst het door artikel 5, 1 , van het verdrag gestelde verbod ter sprake, om overlast aan te doen aan het oceanografisch en wetenschappelijk onderzoek. Uit de memorie van toelichting kan niet worden opgemaakt of die weglating al dan niet gewild is.

\+

\+ +

Overeenkomstig de tweede opmerking die bij artikel 3 is gemaakt, wordt voorgesteld artikel 6 als volgt te lezen :

"Artikel 6.-

Een veiligheidszone zal, volgens door de Koning bepaalde regelen, kunnen worden vastgesteld voor iedere op het continentaal plat gelegen installatie of inrichting.

Zij mag zich uitstrekken tot een afstand van vijfhonderd meter, gemeten van elk punt van de buitengrens van die installaties of inrichtingen".

\+

\+ +

Naar de gemachtigden van de Regering hebben verklaard, doelt artikel 7 alleen op de installaties die betrekking hebben op de exploratie van het continentaal plat en op de exploitatie van zijn natuurlijke rijkdommen.

.../...

Dat zou in de tekst tot uiting moeten worden gebracht. Daarom vervange men de woorden "permanente installaties, in volle zee gelegen, op het Belgisch continentaal plat" door de dienstiger formulering : "in volle zee gelegen installaties of andere inrichtingen, als bedoeld in deze wet, die blijvend op het continentaal plat zijn aangebracht".

Bij dit artikel is nog het volgende op te merken : de woorden "zijn onderworpen aan de Belgische burgerlijke, strafrechtelijke en administratieve wetten en rechtsmacht" behoeven nadere verduidelijking.

De vraag is, of de bepaling van artikel 7 alleen maar de virtuele bevoegdheid inzake wetgeving, verordening en rechtsmacht ten aanzien van de daarin bedoelde activiteiten en personen wil bevestigen, dan wel of zij die personen en activiteiten van rechtswege wil onderwerpen aan de wetten, de verordeningen en de rechtbanken van de Belgische Staat.

Om zich een voorstelling te vormen van de mogelijke problemen, is het voldoende zich af te vragen of alle rechtshandelingen of -feiten die zich op die vaste installaties voordoen (geboorten, contracten, misdrijven) zullen worden geacht zich in België te hebben voorgedaan; of de installaties met hypotheek kunnen worden bezwaard, of de daar verkregen bedrijfsinkomsten worden geacht in België te zijn ontvangen, of buitenlandse delinquenten die er mochten worden aangetroffen uit het land gezet of uitgeleverd kunnen worden, enz....

.../...

Hoe het zij, opgemerkt dient te worden dat het continentaal plat, dat niet tot een provincie, arrondissement of gemeente van België behoort, en de activiteiten die er zullen worden uitgeoefend, niet kunnen worden onderworpen aan provincie- of gemeenteverordeningen, noch aan landswetten waarvan de toepassing een verhouding tussen de activiteit en een bepaalde streek van 's lands grondgebied veronderstelt.

Ten slotte : inzover artikel 7 van het ontwerp de activiteiten of misdrijven die op het continentaal plat of op aldaar gevestigde vaste installaties gelokaliseerd zijn, aan de Belgische rechter bedoelt te onderwerpen, zou het nauwkeurig genoeg geredigeerd moeten zijn om elke betwisting inzake territoriale bevoegdheid tussen verschillende Belgische gerechten onmogelijk te maken.

Een aantal Belgische wetten die de bevoegdheid van de Belgische rechter hebben uitgebreid tot in volle zee gepleegde misdrijven, hebben uitdrukkelijk bepaald dat wettelijk bevoegd zullen zijn : de rechtbank van de verblijfplaats van de verdachte of van zijn laatste verblijfplaats, die van de plaats waar hij werd aangetroffen en die in wier gebied de thuishaven van het schip ligt, of nog, bij gemis daarvan, de correctionele rechtbank te Brussel (wet van 25 augustus 1920 op de veiligheid der schepen, artikel 35; wet van 5 juni 1928 houdende herziening van het tucht- en strafwetboek voor de koopvaardij en de zeevisserij, artikel 74; zie ook de wet van 12 april 1957 waarbij de Koning gemachtigd wordt maatregelen

.../...

voor te schrijven ten einde de visstand en de schaaldieren- en weekdierenstand in zee te beschermen, artikel 4, en koninklijk besluit tot uitvoering van 7 mei 1958, artikel 9).

Die wetsbepalingen kunnen, behalve voor zover zij bevoegdheid verlenen aan de rechtbank in wier gebied de thuishaven van het schip gelegen is, de wetgever diensti zijn bij het kiezen van een oplossing voor het hier opgeworpen probleem.

La chambre était composée de

Messieurs : G. HOLOYE, conseiller d'Etat, président,

G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J. DE MEYER,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. W. LAHAYE, auditeur général adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De heren : staatsraad, voorzitter,

staatsraden,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.W. LAHAYE, adjunct-auditeur-generaal.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. HOLOYE.